

Présidence de la République du Cap-Vert

Discours prononcé par son Excellence le Président de la République du Cap-Vert,

Dr. Jorge Carlos de Almeida Fonseca, à l'occasion de la Cérémonie d'Ouverture de la Conférence « L'Afrique réinvente sa gouvernance »

Praia le, 9 juillet 2012

Mes premiers mots se dirigent aux organisateurs de cette importante conférence que je salue, en particulier M. Assane Mbaye, coordonnateur régional de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique-ARGA. Cette conférence qui, dans le cadre un projet ambitieux dirigé vers l'Afrique, et visant à contribuer au bonheur de millions de femmes et d'hommes de ce continent, à travers des réflexions qui se prétendent passionnées, mais objectives et rigoureuses, et qui examineront en profondeur les institutions, les principes, les croyances, le potentiel et les limites de notre continent.

Je présente mes sincères vœux de bienvenue et souhaite un bon séjour parmi nous aux participants venus des quatre coins de l'Afrique et d'ailleurs, ainsi que de nos îles de l'Atlantique, chargés d'expérience, de connaissances, mais aussi et surtout, d'une certitude inébranlable que l'Afrique ne peut se construire qu'avec les Africains et d'autres citoyens du monde qui s'y identifie.

Mesdames et Messieurs,

Cette conférence, intitulée «L'Afrique réinvente sa gouvernance" fait partie d'une vaste perspective consistant à doter le continent en 2015, d'un projet de développement basé sur des réflexions dans les domaines politiques, économiques et domaine des relations internationales qui devra se concrétiser lors du prochain cinquantenaire.

Ainsi, suite à une série d'activités depuis sa fondation en 2000, l'ARGA a jugé bon de promouvoir une séquence de trois conférences, traitant de thèmes précédemment cités, qui contribueront à la quatrième et dernière conférence de l'année 2015 à Addis-Abeba, qui constituera un résumé des précédentes et traitera du «projet pour 2060."

Ce projet ambitieux suppose que pendant les cinquante premières années des indépendances ont été adoptées des propositions institutionnelles et politiques, souvent importés, qui ne prennent pas en compte les réalités locales et n'ont donc pas favorisé le continent, en termes d'exploitation de son potentiel et d'amélioration des conditions de vie des populations.

Ainsi, cette première conférence qui s'ouvre aujourd'hui à Praia va se pencher sur des questions essentiels telle que: l'organisation de la société autour de valeurs et de principes partagés, les relations entre la tradition et la modernité,

la refondation de l'état post colonial par la décentralisation et l'intégration régionale, la promotion d'une gestion adaptée et inclusive des affaires politiques et de la construction des conditions de sécurité et de paix durable.

La pertinence de ces thèmes nous allons examiner est tout à fait évidente car ceux-ci sont en phase avec la réalité actuelle, bien qu'il faille toutefois souligné qu'il faut assumer que la responsabilité des solutions à trouver doit être interne. Le temps de la simple culpabilisation des autres est définitivement dépassé.

Mesdames et Messieurs,

C'est avec grand plaisir et une grande fierté que j'ai accepté de présider la cérémonie d'ouverture de cette importante conférence. Je ressens de la satisfaction, car en ma qualité d'universitaire, les débats et les confrontations d'idées me passionnent même quand je ne suis pas initialement dans cet état d'esprit.

Je ressens également de la fierté car le choix du Cap-Vert pour accueillir cet événement important peut en quelque sorte être interprété comme une reconnaissance des efforts qui ont été faits depuis l'indépendance jusqu'à ce jour, afin d'assurer une gouvernance qui réponde aux aspirations de son peuple.

Il nous semble intéressant d'exposer quelques considérations sur notre processus afin de fournir des éléments de compréhension, de façon à ce que nous puissions également bénéficier de contributions à la résolution des problèmes qui nous concernent et qui se trouvent parmi les questions qui seront discutées lors de la conférence.

Le parcours du Cap-Vert a été plutôt positif et il découle d'un certain nombre de facteurs qui intègrent des aspects spécifiques, locaux et d'autres plus généraux, universel.

En premier lieu, sans doute, nous mettront en évidence le processus de formation de la nation capverdienne qui nous a donné la possibilité de créer une réalité humaine diversifié en termes physique et culturel, de facilitateur du dialogue, de la compréhension et de l'échange de valeurs.

En dépit de la dure réalité d'une société coloniale et esclavagiste et de la grande souffrance qui en résulta, il a été possible de façonner en réponse, une société tolérante et ouverte au dialogue.

La petite taille du pays peut avoir contribué à resserrer les liens entre les personnes et d'une certaine façon atténuée la violence intrinsèque aux relations de domination. Il est très probable que, dans ce contexte, la présence et l'importance de l'Eglise catholique ont joué un rôle.

Les limitations majeures des ressources naturelles du pays, les sécheresses cycliques qui ont décimé au cours des siècles plusieurs milliers de personnes, ont contribué à renforcer la ténacité des Cap-Verdiens et à développer leur esprit de solidarité.

Parallèlement la nécessité de constamment se battre pour leur subsistance, en plus de renforcer le caractère des hommes et des femmes de ces îles, a

contribué au développement de la confiance en soi et au développement d'une attitude de lutte constante pour survivre et se relever.

Le Cap-Verdien a très tôt eu le besoin d'émigrer. Probablement l'émigration a également fonctionné comme un amortisseur de conflits sociaux et a d'une certaine façon contribué à la paix sociale et au climat d'entente qui a caractérisé le pays.

Dans notre cas, au-delà d'être l'un des piliers de l'économie l'émigration a grandement contribué à l'évolution des idées et des débats au sein de la société cap-verdienne. Elle est sans doute l'une des pierres angulaires de l'un des aspects les plus frappants de notre société, qui est l'ouverture sur le monde et ses valeurs.

Tout au long de l'histoire, l'émigration a été une composante essentielle de la nation. Non de manière abstraite, mais comme une dimension très concrète, notamment en tant que vecteur de dialogue avec le monde. Alors, quand on définit la diaspora comme la onzième île du Cap-Vert, cette désignation est beaucoup plus qu'une simple figure rhétorique.

Son importance a été décisive dans la lutte pour l'émancipation politique, car une partie importante des combattants de l'indépendance ont été recrutés au sein des travailleurs émigrés et des étudiants Cap-verdiens qui fréquentaient les universités étrangères.

Beaucoup de Cap-Verdiens vivant à l'étranger, avant l'indépendance, sont revenus au pays pour se joindre à la lutte de libération. Cette situation s'explique en grande partie par le fait que le régime colonial fasciste portugais était d'une intolérance absolue à l'égard du débat politique et de la circulation des idées, une revendication qui fut facilitée par la petite taille du pays.

Mesdames et Messieurs,

Au cours de la lutte pour la démocratisation du pays l'émigration a eu de nouveau un rôle important. Probablement pas aussi décisif que le processus de libération nationale, mais sans aucun doute d'une certaine importance. Les raisons sont liées à la limitation de l'espace de débat et à la participation politique, au contrôle politique de la société, une situation qui a également imposé une émigration politique et des interventions à partir de l'extérieur.

Il est intéressant de noter que, bien que l'émigration était essentiellement économique, pendant la période du parti unique, elle avait aussi une composante, très restreinte, mais importante, de nature essentiellement politique.

Aujourd'hui, l'un des défis majeurs auxquels la nation capverdienne est confrontée est celui de l'amélioration de ses relations avec sa diaspora. Il y a eu des avancées significatives au fil des ans, en particulier après la démocratisation du pays, notamment en ce qui concerne la participation aux élections législatives et présidentielles.

Mais aujourd'hui, le débat est de savoir si cette participation est suffisante et si en terme qualitatif, elle ne pourrait passer à un autre niveau, en particulier en ce

qui concerne leur participation effective à l'effort de développement économique et social harmonieux et durable du pays.

Mesdames et Messieurs,

Si le pays compte d'importantes étapes dans son évolution récente, passant lors de ces dernières 37 années d'une situation coloniale, à l'indépendance nationale dans le cadre d'un système de parti unique et de celui-ci à un système démocratique qui fut caractérisé par le multipartisme et l'alternance politique aux niveaux local, gouvernemental et présidentiel, sans les difficultés que connaissent d'autres pays, nous devons conclure que cette évolution est naturelle, pourrions-nous dire, presque dictée par l'inertie? Ou même conséquence logique, inévitable d'une réalité des territoires de petite taille?

La réponse est clairement non, car dans certains pays ayant des caractéristiques semblables aux nôtres, ont expérimentés de scénarios d'évolutions d'une grande instabilité.

Nous croyons que l'une des raisons pouvant expliquer cette évolution est le rôle des élites. Ils ont toujours été très importants au Cap-Vert et ont en quelque sorte maintenu des liens profonds avec le peuple et cherché à exprimer leurs préoccupations et leurs désirs.

La culture a été le domaine d'intervention choisi pendant longtemps. Les intellectuels capverdiens, tandis qu'ils s'efforçaient, affirmaient et chantaient l'originalité du pays, par rapport au Portugal, se préoccupaient des conditions de vie de la population et, à leur manière, ont dénoncé le système colonial et ont contribué de façon décisive à ce que en plein régime colonial une nation fut forgée.

De toute évidence, comme dans plusieurs endroits, l'élite s'est alliée avec le système de domination, mais une partie très importante, parfois de manière contradictoire, est restée attachée à la réalité, aux drames, aux souffrances et aux aspirations des capverdiens.

Mesdames et Messieurs,

Avec les vents de l'indépendance traversant le continent africain, une partie de l'élite capverdienne, influencée par les idéaux libertaires et par la lutte soutenue et propagée notamment par Amilcar Cabral, s'est retrouvée attirée par la politique et la question de l'indépendance nationale fut placée sur l'ordre du jour.

Inspiré par l'idéologie marxiste qui a cherché à s'adapter à la réalité capverdienne dans le cadre de la guerre froide, l'indépendance du Cap-Vert a été conquise et un régime de parti unique fut mis en place.

Grâce à ce système, fut établi un Etat à partir des structures de l'Etat colonial. L'adhésion populaire fut enthousiaste et les besoins étaient au cœur des décisions politiques.

Les adversaires de l'indépendance ont misé sur l'incapacité de l'Etat capverdien, en particulier sur son incapacité à assurer un approvisionnement adéquat des

produits de base nécessaires au pays, essentiels à la survie, en agitant le spectre de la famine qui a décimé de nombreuses vies de manière cyclique, comme cela s'est produit également dans la première moitié du siècle dernier.

Les politiques adoptées ont permis d'écartier ce point de vue et d'apporter des améliorations importantes aux conditions de vie des populations. Mais rapidement sont apparus les limites que la philosophie intrinsèque au parti unique impose. Les gens voulaient plus. Outre le droit au pain ils réclament le droit de parler. En dehors de quelques progrès matériels ils réclamaient le droit à la participation démocratique.

Comme il arrive en de telles circonstances, le régime a cherché à concilier certaines concessions avec un contrôle accru sur la société. Les résultats n'ont pas été ceux attendus. L'échec du projet de l'unité avec la Guinée-Bissau, le mécontentement populaire, l'émergence de couches sociales critiques, combinée à des changements importants sur la scène internationale comme la chute du mur de Berlin, ont imposé la démocratisation du pays qui initialement a été prévu et contrôlé par le régime mais se trouva rapidement dépassé de façon inévitable.

Ce processus qui donna au corps à une profonde revendication populaire se fit de façon vibrante, donnant la démocratisation un aspect d'irréversibilité.

Nous croyons que, encore une fois, le secret des principaux protagonistes était la prise en charge des préoccupations de la population et leur profond désir de mettre fin à un régime de tutelle.

Mesdames et Messieurs,

Dans ce nouveau contexte le changement s'est déroulé avec normalité. Non qu'il n'y ait pas de conflits et de tensions. Comme dans toute société, ils sont présents et sont parfois très intenses. Mais des solutions ont été trouvées au sein du système institutionnel, inscrit dans notre Loi fondamentale, qui, pendant vingt ans de fonctionnement, a assuré, pour l'essentiel, les conditions de stabilité politique, sociale et institutionnelle cruciales pour un développement durable.

Je pense qu'il est important d'insister sur le fait que les élites politiques ont réussi à différents moments de l'histoire à s'identifier aux aspirations populaires, à mettre au second plan les intérêts individuels dans une certaine mesure, au sein d'une culture de tolérance et d'ouverture au dialogue, cela a joué un rôle pour la stabilité du régime.

Nous comprenons que la consolidation progressive des institutions démocratiques, assurant leur bon fonctionnement, a été un moyen efficace d'incarner cette tendance claire de l'irréversibilité de notre processus démocratique.

Par exemple, notre démocratie vit une expérience riche et intéressante, qui réside dans le fait que, pour la première fois, le président élu appartient à une majorité politique différente de celle qui six mois auparavant a été élu au Parlement. Cette expérience qui dure depuis dix mois se déroule normalement. Les acteurs politiques respectent la volonté populaire en procédant à une distribution des pouvoirs différente de ce qui s'était produit jusqu'à présent.

Mesdames et Messieurs,

La démocratisation du pays fut sans doute une des grandes conquêtes du Cap-Vert. En fait, ce processus a libéré d'importantes énergies qui étaient en sommeil, ce qui a créé une situation plus favorable au règlement des grands problèmes économiques et sociaux du pays.

Si de manière générale le lien entre les élites et la population paraît être l'un des facteurs qui expliquent certains progrès du processus capverdien, l'établissement d'un lien plus direct à travers la création d'un gouvernement démocratique au niveau local, signifiait sans doute un saut qualitatif d'importance dans cette relation.

A travers un gouvernement local légitimé par le vote, les citoyens ont maintenant une relation plus étroite avec le pouvoir par le biais de gens qu'ils peuvent croiser dans la vie quotidienne. L'institution d'un gouvernement local est sans aucun doute l'un des grands bénéfices de la démocratie capverdienne et l'une des garanties de sa dynamique irréversible.

Mesdames et Messieurs,

Si notre trajectoire a été positive, nous ne pouvons en aucun cas ignorer les restrictions qui existent encore et le fait que, malgré certains progrès, nous ne pouvons pas encore parler d'une démocratie consolidée.

De façon générale, nous pensons qu'il manque encore à notre démocratie un renforcement significatif de notre système judiciaire qui devrait être de plus en plus compétent et indépendant, une communication sociale plus autonome, objective et interventionniste, l'opinion publique plus vigoureuse et plus active et la société civile plus structurée et plus cohérente afin d'être de fait une instance de contrôle des pouvoirs.

S'il est vrai que notre processus est relativement nouveau, certaines faiblesses peuvent être compréhensibles, le fait demeure que la grande complexité des problèmes nationaux et internationaux auquel nous devons face exige que nous soyons en mesure de profiter pleinement de tout le potentiel de notre système.

Par exemple, nous devons être conscients de la possibilité que nos débats soient relativement limités étant donné que l'alternance politique est encore restreinte à seulement deux des quatre partis politiques ce qui pourrait avoir comme conséquence la réduction de la participation politique des citoyens.

Nous sommes également confrontés au défi d'une plus grande implication de la diaspora capverdienne aux élections. Cette portion de la nation est d'une importance cruciale pour le développement du pays à tous les niveaux ainsi le renforcement de leur participation est essentielle pour nous. Nous avons également besoin d'approfondir et de renforcer la gouvernance locale. Si les élections municipales sont déjà entrées dans la «coutume» politique, comme en témoigne l'achèvement de la sixième et dernière élection le 01 juillet, nous croyons d'une part qu'il est fondamental de créer des municipalités infra municipales, là où celles-ci s'avèreraient nécessaires, de sorte que le pouvoir puisse être encore plus proche de la population et, d'autre part, de régionaliser

pour offrir une intégration dynamique des différents niveaux. Cette régionalisation devra être dirigé vers une utilisation plus rationnelle et équitable des ressources, une plus grande inclusion sociale de tous les Capverdiens, et dirigé dans chaque région, vers leur vocation spécifique sans perte de cohésion et de solidarité nationale.

Mesdames et Messieurs,

Il est évident que la solution aux défis auxquels est confronté notre système ne peut pas se comprendre sans la connaissance des grands problèmes qui touchent le monde, l'Afrique et notre sous-région.

Nous nous trouvons dans un monde caractérisé par une mondialisation asymétrique qui tend à faire passer notre continent au second plan, qui doit, comme le propose cet événement mémorable à tous les niveaux, construire sa place dans le monde.

Malheureusement, ceci dû en grande partie à des jeux politiques souvent orchestrée en dehors du continent, mais qui y rencontre d'importantes et décisives collusions, de nombreux conflits déchirent des zones étendus apportant son lot de douleur, de souffrance et de mort.

Au-delà de ces conflits, nous sommes confrontés à un impact local des politiques nationales et internationales qui ont des répercussions négatives sur les conditions de vie des populations.

Cette réalité est aggravée par l'émergence de la criminalité transnationale qui apporte un élément d'instabilité qui ronge parfois le tissu social et paralyse souvent l'appareil étatique.

Nous ne pouvons ignorer que ce cadre est très favorable à l'activité des groupes extrémistes qui se nourrissent du désespoir et de l'absence de perspectives.

Notre pays fait partie d'une région dans laquelle ces questions ont pris une importance croissante, ce qui nous préoccupe beaucoup. Outre la contribution que nous avons donnés et continuons à donner afin que les meilleures solutions soient trouvées, nous ne doutons pas que ce forum nous fournira des contributions essentielles à une meilleure compréhension de ces réalités et à une mise à profit dans notre pays.

Mesdames et Messieurs,

Nous voudrions, une fois de plus, faire l'éloge de la réalisation de cette conférence, remercier chaleureusement les organisateurs et insister sur le fait qu'elle s'inscrit dans le long terme, mais il faut bien commencer à construire maintenant, avec beaucoup d'étude, de recherches, de débats, mais surtout avec beaucoup d'amour et de passion.

Comme nous l'avons dit dans une récente communication sur les défis de la démocratie et du développement en Afrique, celle-ci peut être l'Afrique du progrès, de la modernité et du bien-être général, mais elle n'est pas à portée de main. Cela ne se fera pas tout seul. Les solutions doivent être réfléchies,

consensuelles, adressées et rendus opérationnels. Et chacun de nous doit se considérer comme un agent du changement. Nous devons nous positionner avec audace, détermination et de l'imagination, comme partie prenante des solutions.

Je crois que tous les participants, y compris ceux de mon pays, ont tout fait pour que ce périple et l'objectif sous-jacent soient couronnés de succès et je ne doute pas que notre peuple apportera sa « morabeza » (sens de l'accueil) traditionnelle pour que cette réunion qui commence maintenant s'achève avec succès.

Je déclare ouverte la conférence « L'Afrique réinvente sa gouvernance »

Merci beaucoup